recht@bk.admin.ch

Berne, le 28 avril 2026

Procédure de consultation 2025/97 : Réorganisation des commissions extra-parlementaires dans le cadre du réexamen 2025

Mesdames, Messieurs,

Faisant suite à l'ouverture de la procédure mentionnée en objet, la Commission fédérale de la consommation (CFC) a le plaisir de vous faire parvenir sa prise de position qu'elle souhaite également diffuser sous forme de lettre ouverte. Pour ce motif, les lignes qui suivent sont rédigées en français et en allemand.

La Commission fédérale de la Consommation (CFC) – un organe unique d'expertise et de compromis démocratique qu'il faut conserver !

Introduction

La suppression de la CFC serait une grande perte. La Commission est un organe de délibération et d'expertise en matière de politique de consommation rassemblant tous les points de vue intéressés (et non pas un organe de lobbying), et un contrepoids à l'administration.

1. La CFC délivre des avis fondés et consensuels, à moindre coût

Créée en 1966, la Commission fédérale de la Consommation (CFC) est une commission extra-parlementaire tripartite. Il y a 60 ans, elle a reçu le mandat constitutionnel (art. 97 Cst.) et légal (LIC, RS 9441) de conseiller le Conseil fédéral et les Départements sur les questions de consommation, à travers des prises de position et des recommandations.

Grâce à sa composition tripartite, la CFC permet une prise en compte directe des différents intérêts :

- Les organisations de défense des consommateurs apportent leur expérience du terrain.
- Les organisations professionnelles présentent les besoins des entreprises, afin de trouver des solutions réalistes et applicables.

Commission fédérale de la consommation
Présidence
Prof. Anne-Christine Fornage
anne-christine.fornage@unil.ch
www.konsum.admin.ch

- Les membres issus des milieux scientifiques fournissent une analyse neutre et documentée tout en s'abstenant de prendre des décisions fondées sur des intérêts politiques partisans.

Le Conseil fédéral et les Départements disposent rapidement et à **moindre coût d'une expertise** (le budget propre de la commission est de quelques 28'000 francs). Sans la CFC, il faudra faire appel à des expertises externes, dont les coûts dépasseraient de loin ceux consentis pour la Commission fédérale de la consommation, comme cela a été relevé dans un Rapport de la Commission de gestion du Conseil des États du 15 novembre 2022. Outre les coûts, ces expertises ne reflèteront de surcroît pas les positions adoptées en concertation avec toutes les parties prenantes. Si ces travaux sont destinés à l'administration, leur portée dépasse ce cadre et servent aussi aux parlementaires fédéraux (voir p. ex. Interpellation 23.3347, Motion 21.3903, Motion 21.3936 ou encore Interpellation 20.3610).

2. Les apports de la CFC ne se confondent pas avec l'AIR et le «Quick Check»

L'analyse d'impact de la réglementation (AIR) et le « Quick Check » du SECO sont des instruments utiles pour l'administration et le gouvernement afin de prendre en compte les effets de la réglementation sur l'économie, la société et l'environnement.

Le « Quick Check » (QC) ne suffit toutefois pas pour mener à bien l'élaboration d'une loi ou d'un règlement en matière de politique des consommateurs :

- Le QC est élaboré en interne par l'administration, sans consultation des acteurs sur le terrain, et ne reflète donc que la perception de l'administration et du gouvernement, avec le risque de se couper de la réalité sur le terrain et de se laisser influencer par les lobbies.

- Il manque souvent de données concrètes, de perspectives variées et de retours d'expérience.

- Bien que le chapitre « Effets sur les groupes cibles » ou « Effets sur les consommateurs » soit obligatoire dans le cadre de l'analyse d'impact de la réglementation (AIR), il est en réalité souvent absent dans les explications des consultations et dans les messages.

La CFC comble ces lacunes, par exemple à travers les tâches suivantes :

- Elle valide et enrichit les « Quick Checks » avec des retours d'expérience en informant sur les leviers de la construction du consensus.

- Elle propose des solutions adaptées, fruit du dialogue entre organisations de défense des consommateurs, représentants des entreprises et scientifiques.

3. L'absence d'instances centralisées pour la politique de consommation au sein de l'administration fédérale

La Commission fédérale de la consommation est la seule entité centrée sur les questions de politique de consommation. Si plusieurs offices fédéraux traitent en Suisse de questions de politique de consommation, on ne trouve pas au sein de l'Administration fédérale d'instances dédiées spécifiquement à des avis en matière de la politique de consommation. C'est le cas dans les pays voisins, comme l'Allemagne qui dispose d'un ministère dédié à la justice et à la protection des consommateurs (Bundesministerium für Justiz und Verbraucherschutz), l'Autriche avec un office consacré à la santé des consommateurs (Bundesamt für Verbrauchergesundheit) ou encore la France avec la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes. C'est dire le peu d'importance que l'administration suisse accorde à la politique de consommation. Cela est d'autant plus surprenant quand on sait que « les consommateurs sont le

moteur de l'économie mondiale : leur demande de biens et de services représente 60% du PIB dans la plupart des pays de l'OCDE » (https://www.oecd.org/fr/themes/politique-des-consommateurs.html).

4. Un rempart contre les déséquilibres

Sans la CFC, les grandes organisations de lobbying, sans oublier l'administration, qui dispose déjà d'un grand pouvoir du fait qu'elle rédige parfois des textes de sa propre initiative et de plus en plus sous forme d'ordonnances, vont acquérir une influence disproportionnée :

- Les consommateurs perdraient leur voix institutionnelle.

- Il existe un risque de biais dans les décisions en faveur d'autres acteurs mieux représentés.

5. Une meilleure solution : moderniser au lieu de supprimer

Au lieu de supprimer la CFC, il conviendrait d'adapter son fonctionnement et son utilisation pour en accroître l'efficacité :

– Réduire les coûts en diminuant les frais de gestion interne de son fonctionnement, p. ex. en privilégiant les séances en ligne comme elle le fait actuellement.

– Renforcer son rôle dans la validation et le suivi des « Quick Checks ».

– Utiliser systématiquement son expertise pour les dossiers clés de l'administration.

– Impliquer la Commission systématiquement, plus tôt et de manière proactive dans l'élaboration des projets législatifs qui touchent les consommateurs, et non seulement dans les réponses aux consultations.

En conclusion et pour toutes ces raisons, nous demandons au Conseil fédéral et au Parlement suisse de maintenir la CFC.

Die Eidgenössische Kommission für Konsumentenfragen (EKK) – ein einzigartiges Organ für Expertise und demokratische Kompromisse, das es zu erhalten gilt!

Einleitung

Die Abschaffung der EKK wäre ein grosser Verlust. Die Kommission ist keine Lobbying-Organisation, sondern ein beratendes Fachorgan für Konsumentenfragen, das die Standpunkte aller Akteure einbezieht und ein Gegengewicht zur Verwaltung bildet.

1. Die EKK liefert bei einem niedrigen Kostenaufwand fundierte und einvernehmliche Gutachten

Die 1966 gegründete Eidgenössische Kommission für Konsumentenfragen (EKK) ist eine ausserparlamentarische tripartite Kommission. Vor 60 Jahren erhielt sie den verfassungsrechtlichen (Art. 97 BV) und gesetzlichen (KIG, SR 9441) Auftrag, den Bundesrat und die Departemente in Konsumentenfragen mit Stellungnahmen und Empfehlungen zu beraten.

Dank der tripartiten Zusammensetzung der EKK trägt sie unterschiedlichen Interessen direkt Rechnung:

- Die Konsumentenschutzorganisationen bringen ihre konkreten Erfahrungen und ihr Know-how ein.

- Die Berufsverbände präsentieren die Bedürfnisse der Unternehmen, um realistische und umsetzbare Lösungen zu finden.

- Die Mitglieder aus der Wissenschaft liefern neutrale, dokumentierte Analysen; sie entscheiden nicht aufgrund parteipolitischer Interessen.

Dem Bundesrat und den Departementen stehen Gutachten rasch und **zu geringen Kosten** zur Verfügung (Eigenbudget der Kommission rund 28 000 Franken). Ohne die EKK müssten externe Gutachten angefordert werden, deren Kosten um ein Vielfaches höher liegen würden als jene für die Eidgenössische Kommission für Konsumentenfragen, wie in einem Bericht der Geschäftsprüfungskommission des Ständerates vom 15. November 2022 festgehalten wurde. Abgesehen von den Kosten werden solche Gutachten auch nicht die Standpunkte widerspiegeln, die in Absprache mit allen Beteiligten verabschiedet wurden.

Seit ihrer Gründung hat die EKK über 290 Sitzungen abgehalten. Sie hat über 100 Stellungnahmen und über 50 Empfehlungen abgegeben und damit einen wesentlichen Beitrag zur Bekämpfung von Lebensmittelbetrug, zur Produktsicherheit, zur Energiepolitik (u. a. Änderung der Kernenergieverordnung) sowie zu den Gesundheitskosten (z. B. Senkung der Selbstbehalte in der Krankenversicherung) geleistet. Auch wenn diese Empfehlungen für die Bundesverwaltung bestimmt sind, kommen sie auch den Parlamentariern zugute (siehe z. B. Interpellation 23.3347, Motion 21.3903, Motion 21.3936 oder Interpellation 20.3610).

2. Die Regulierungsfolgenabschätzung und der «Quick-Check» sind nicht mit dem Input der EKK vergleichbar

Die Regulierungsfolgenabschätzung (RFA) und der «Quick-Check» des SECO sind nützliche Instrumente für Verwaltung und Regierung, wenn es darum geht, die Auswirkungen der Regulierung auf Wirtschaft, Gesellschaft und Umwelt zu untersuchen.

Der Quick-Check (QC) reicht jedoch nicht aus, um ein verbraucherpolitisches Gesetz oder eine Verordnung zu beurteilen :

- Der QC wird verwaltungsintern ohne Konsultation der betroffenen Akteure ausgearbeitet und spiegelt daher nur die Wahrnehmung von Verwaltung und Regierung wider, mit der Gefahr einer Entkoppelung von der Realität und der Beeinflussung durch Lobbyisten.

- Oft fehlt es an konkreten Fakten, unterschiedlichen Perspektiven und Erfahrungen.

- Obwohl die Abschnitte «Auswirkungen auf die Zielgruppen» und «Auswirkungen auf die Konsumentinnen und Konsumenten» im Rahmen der Regulierungsfolgenabschätzung (RFA) obligatorisch sind, fehlen sie häufig in den Erläuterungen zu den Vernehmlassungen und in den Mitteilungen.

Diese Lücken schliesst die EKK indem sie zum Beispiel :

- … die Quick-Checks durch Erfahrungsberichte validiert und untermauert und indem sie über die Faktoren informiert, die der Konsensbildung zugrunde liegen,

- … geeeignete Lösungen vorschlägt, die aus einem Dialog zwischen Konsumentschutzorganisationen, sowie Vetreterinnen und Vertretern von Wirtschaft und Wissenschaft hervorgehen.

3. Fehlendes zentrales Organ für die Konsumentinnen und Konsumenten in der Schweiz

Die Eidgenössische Kommission für Konsumentenfragen ist die einzige Instanz, die sich explizit mit konsumentenpolitischen Fragen befasst. Zwar sind in der Schweiz mehrere Bundesämter mit konsumentenpolitischen Fragen betraut, doch verfügt die Bundesverwaltung über keine eigenen Instanzen, die sich spezifisch mit der Konsumentenpolitik befassen. In den Nachbarländern ist das sehr wohl der Fall. So gibt es etwa in Deutschland ein Bundesministerium für Justiz und Verbraucherschutz, in Österreich ein Bundesamt für Verbrauchergesundheit oder in Frankreich die Generaldirektion für Wettbewerb, Verbraucherschutz und Betrugsbekämpfung. Das zeigt, welch geringe Bedeutung die Schweizer Verwaltung Konsumentenfragen beimisst. Dies ist umso überraschender, wenn man bedenkt, dass «die Konsumentinnen und Konsumenten die treibende Kraft der Weltwirtschaft sind: Die Nachfrage nach Waren und Dienstleistungen macht in den meisten OECD-Ländern 60 % des BIP aus» (https://www.oecd.org/fr/themes/politique-des-consommateurs.html).

4. Eine Instanz gegen Ungleichheit

Ohne die EKK gewinnen die grossen Lobbying-Organisationen überproportional an Einfluss, Gleiches gilt für die Verwaltung selbst, die schon heute eine grosse Macht hat, weil sie teils in Eigeninitiative und zunehmend auch in Form von Verordnungen, Regulierungen verfasst:

- Die Konsumenten würden ihre institutionelle Stimme verlieren.

- Bei Entscheidungen bestünde die Gefahr einer Verzerrung zugunsten anderer, besser vertretener Akteure.

5. Eine bessere Lösung : modernisieren statt abschaffen

Anstatt die EKK abzuschaffen, müssten ihre Arbeitsweise und ihr Einsatz angepasst werden. Die Effizienz liesse sich steigern durch:

– Kostenreduktion durch Abbau des internen Verwaltungsaufwands für den eigenen Betrieb, z. B. indem mehr Sitzungen online stattfinden, als dies derzeit der Fall ist,

– Stärkung ihrer Rolle bei der Validierung und Nachverfolgung von Quick-Checks,

– Konsequente Nutzung ihrer Expertise in wichtigen Verwaltungsdossiers,

– Systematische, frühzeitige und proaktive Einbeziehung der Kommission in die Ausarbeitung konsumentenrelevanter Gesetzesentwürfe, nicht erst im Vernehmlassungsprozess.

Aus all diesen Gründen fordern wir den Bundesrat und das Schweizer Parlament auf, an der EKK festzuhalten.

Pour la Commission fédérale de la Consommation,

Prof. Anne-Christine Fornage, Présidente